

Le droit aux vacances, C'EST MAINTENANT pas en 2025

Déclaration

2013 encore une année où nombre de nos concitoyens sont restés cantonnés dans leur quartier, leur village, leur cité en un mot dans leur quotidien.

Cette situation d'exclusion d'un droit fondamental inscrit dans la loi n'a que trop duré. L'ANCAV-TT ne peut se satisfaire des discours de la Ministre du Tourisme affirmant de faire du droit aux vacances une priorité quand les actes ne suivent pas les paroles.

Avec un budget en baisse, dans le cadre de la réduction des dépenses publiques, c'est l'aide à la personne qui est une nouvelle fois remise en cause.

Il est temps que le gouvernement entende les revendications de tous les acteurs du tourisme social, créateurs d'emplois et participant à un développement harmonieux du territoire.

Aujourd'hui quand se réduisent les subventions accordées au tourisme social, c'est la fermeture de villages de vacances programmée, et donc moins de capacité d'accueil dans des conditions de prix accessible au plus grand nombre.

Quand se conjuguent casse de l'emploi, augmentation du chômage, baisse du pouvoir d'achat des salaires et des pensions, ce sont des millions de salariés avec leur famille qui ne sont pas partis en 2013.

Trois millions de plus qu'en 2012 selon une étude de PROTOUR, organisme spécialisé dans le tourisme.

L'exclusion malheureusement n'est pas une vue de l'esprit, mais une réalité avec son cortège de souffrance.

Il ne suffit pas d'accueillir 300 enfants à Maignon et souligner le rôle du Secours Populaire dans cette bataille contre l'exclusion, pour se donner bonne conscience.

Ce qu'il faut, c'est se doter de moyens suffisants, en s'attaquant à cette finance mondialisée à l'origine de la crise et créatrice de misère, dont le président avait fait son principal adversaire.

Car dans le même temps, l'hôtellerie de grand luxe ne s'est jamais aussi bien portée, notamment avec une clientèle étrangère très fortunée.

Nous vivons vraiment dans un monde d'inégalités où ce sont ceux qui créent les richesses qui sont les victimes d'une crise dont ils ne portent aucune responsabilité.

Quand Sylvia Pinel déclare, lors des rencontres nationales du tourisme « *que le secteur bénéficiera pleinement du pacte de compétitivité comme le crédit d'impôt* » nous pouvons affirmer que ce sont les grands groupes hôteliers qui seront les gagnants de ce nouveau cadeau, mais rien ne permet d'affirmer, bien au contraire, une augmentation sensible des départs en vacances.

Le pacte de compétitivité c'est 20 milliards d'euros offerts aux entreprises sans aucune contrepartie.

C'est pourquoi, il faut agir sans attendre et créer les conditions d'un véritable rapport de force afin que le patronat réponde aux revendications salariales pour des emplois stables et bien rémunérés, pour permettre à chacun de partir en vacances. Il y a nécessité à se mobiliser pour exiger votre, notre dû.

Alors oui, c'est dans ce cadre que l'ANCAV-TT s'engage, à son niveau, dans l'action du 10 septembre à l'appel de la CGT, FSU, FO et solidaire pour le salaire, l'emploi, les retraites.

Répondre à ces revendications, c'est créer les conditions d'accéder aux vacances.

C'est quand le monde du travail gagne sur les salaires, la réduction du temps de travail et l'emploi que le droit aux vacances devient une réalité.

Les vacances ce n'est pas un supplément d'âme mais bien une revendication émancipatrice, pour permettre à tous et à toutes de s'épanouir dans une société où le mot exclusion n'aurait définitivement plus de sens.

L'évolution d'une société se juge à l'aune de ses droits et garanties collectives, le droit aux vacances en est, pour nous, un élément incontournable.

L'ANCAV-TT, reste disponible pour débattre sur tous ces sujets et notamment sur les 14 propositions du Conseil National du Tourisme pour favoriser le départ en vacances de tous nos concitoyens.

Une réponse positive à cette demande de la part du gouvernement et des ministres concernés serait un premier signe en direction de tous les exclus des vacances.

Au-delà du dialogue nécessaire, c'est d'actes concrets que nous avons besoin, sans attendre 2025.